



## RENOV'ECO

La dernière politique énergétique française fête ses 10 ans. Répondant à des objectifs de privatisation et de mise en concurrence, elle a porté ses fruits. Mais pourra-t-elle s'adapter au défi du réchauffement climatique ? Les Certificats d'économie d'énergie (sorte d'éco-taxe fruit dans le marché énergétique privatisé) des obligés ne marchent pas (1), tout comme l'incitation par le prix de marché de la tonne de CO2.

Afin que la France atteigne les objectifs de rénovation des bâtiments (un facteur clef pour notre plan climat), Rénov'eco propose deux idées pour une autre politique tarifaire de l'énergie.

Il convient de les étudier par un groupe d'experts qualifiés.

Benoist du Crest

## CAHIER RENOV'ECO

### L'ASSOCIATION RENOV'ECO

Rénov'eco a pour objet l'atteinte en temps et en heure des engagements écologiques de la France pris lors de la COP21, grâce à la **rénovation** pour une période déterminée des politiques de secteurs économiques ciblés. Un premier but est de faire connaître des mesures économiques à mettre en oeuvre pour les quinze prochaines années permettant la **rénovation écologique** du parc des bâtiments français au niveau BBC.

### DEUX IDEES

La première idée consiste à faire varier **4 paramètres macro-économiques**. En modifiant la facture énergétique, elle modifiera notre comportement dans nos habitats, et nous permettra d'atteindre les objectifs du Plan Climat. Elle nécessitera des actions correctives pour tenir compte des inégalités qui résulteront. Elle est neutre pour le budget de l'Etat, car elle génère une « éco-taxe climat »

La deuxième idée est un chèque énergie délivré localement contre du bénévolat. Les critères et les modalités d'attribution serviront les projets locaux de transition écologique.

Le site internet [www.renoveco.org](http://www.renoveco.org), accueille les corrections, objections et critiques sur ces deux idées, ainsi que des idées complémentaires.

*(1) Producteurs et distributeurs d'énergie (Atee) obligés d'acheter des CEE sont critiqués par Tracfin (fausses déclarations, fraude aux travaux). Gouvernance avec conflit d'intérêt et efficacité non mesurable.*

# RENOV'ECO

www.renoveco.org



## POURQUOI ?

Réduisons-nous à temps la consommation énergétique de nos habitations pour limiter le réchauffement ? (2)

Avec 45% des consommations finales d'énergie en France, le secteur du bâtiment représente un enjeu majeur à la fois pour notre indépendance énergétique et pour la lutte contre les changements climatiques. Pour atteindre les objectifs du plan climat, il faut d'urgence rénover les anciens bâtiments. Le temps du retour sur investissement de ces travaux (en moyenne 30.000€ par foyer) est trop long, plusieurs dizaines d'années. Les propriétaires occupants comme les bailleurs raisonnent économiquement et non écologiquement. Nous ne pouvons donc pas attendre d'hypothétiques innovations technologiques, ni de subventions publiques miraculeuses, ni d'aides suffisantes des obligés (1).

## PREMIERE IDEE

**150 kWh par habitant pour se loger chaque mois à prix nul. Et au-delà de ce seuil, tout kWh consommé sera payé par le locataire et le propriétaire à un prix élevé en euro. Ce prix et cette clef de répartition seront fixés par l'Etat, et ils seront stables sur plusieurs années pour rassurer les investisseurs, puis révisés (3).**

Les **4 paramètres** : nombre de kWh/habitant/mois (estimé à 150 = 20m<sup>2</sup> en logement classe B ou = 34 m<sup>2</sup> classe A), les niveaux de prix, les échéances et la clef de répartition entre locataire et propriétaire seront calculés par des experts pour atteindre les objectifs du plan climat national (cf.chapitre étude)

### Exemple régime de prix 0€/0,5€:

150KWh mensuels par habitant à 0€ – 0,5€ au-delà.  
Tarifs fixés pour 15 ans

**Effets visés :** chaque habitant agira pour réduire sa facture énergétique  
soit la **sobriété énergétique** pour ne pas trop dépasser ses 150 kWh,  
soit la **réduction de la surface consommatrice** par habitant (zone tampon ou location)  
soit la **performance énergétique** par des travaux d'isolation ou de production d'énergies renouvelables.



### Autres effets :

Il y aura une **pression sur le marché** de la location, ainsi les bailleurs offriront des appartements à meilleure efficacité énergétique.

Il y aura un développement de **l'économie de la fonctionnalité** dans l'habitat : location ou colocation de surface de logement disponible. Pour bénéficier des kWh à prix nul par habitant, ce nouveau marché entre des propriétaires de logement sous-habité et ceux à petit budget (étudiants, travailleurs, retraités, pensionnés) ou à mobilité saisonnière induira

Il n'y aura plus de listes d'attentes des **logements sociaux**  
Il y aura une forte **revalorisation du patrimoine performant** et une forte baisse de celui des « passoires énergétiques »

(2) *En 2007, le Grenelle de l'environnement a décidé qu'en 2020, la consommation de l'ensemble du parc des bâtiments de France serait inférieure de 38% de celle de 2007. En France comme en Europe, la progression n'est que de 1 à 2% par an*

(3) *« Il faut toujours revoir une politique quand elle porte ses fruits, car elle entraîne alors des effets négatifs » E Pisani au sujet de la Politique Agricole Commune qu'il a créée*

## La justification des deux prix:

L'accès à un minimum d'énergie pour son habitat pourrait être un droit. Ce droit s'arrête lorsqu'il empiète sur celui des autres habitants de la planète et celui des générations futures : c'est-à-dire droit à son **empreinte écologique**



## Coût nul pour l'Etat et nouvelles missions régaliennes.

Les aides et crédits d'impôt actuels pour la rénovation des bâtiments pourront être utilisés :

- pour la formation de professionnels vers les **emplois** du bâtiment à créer, et la reconversion de demandeurs d'emploi
- pour un **service public** d'inspection des **tarifs** et de la **qualité** du travail des professionnels du bâtiment
- pour un service public de **contrôle** des productions **d'énergie non renouvelable illégales** (productions devenues rentables par le tarif élevé)
- pour encourager la création de **coopératives d'habitants** (type Castor) qui emploieront des **professionnels de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables**.

### Exemple régime de prix 0€/0,5€ (4)

Recettes supplémentaires **90 Milliard**. En moyenne la facture passe de 3% du budget des ménages à 8%.

Soit **une taxe « 5% pour le climat »**.

## Utilisation du montant excédentaire

Le montant national des factures d'énergie génèrera un excédent de recette. Plus le prix au-delà du seuil sera élevé, plus vite la rénovation avancera et plus vite ce montant excédentaire baissera. Pour les contribuables, l'excédent de facture s'apparentera à une « éco-taxe Climat » du type pollueur-payeur. Son poids relatif dans les dépenses des ménages sera très variable (CSP, âge, classe de logement, part du coût de l'énergie dans le revenu, surface du logement, zone climatique, zone rurale et zone urbaine dense..). Il restera à décider ce qu'il conviendra de faire de ces recettes nouvelles issues de cet effort national pour la planète. Cette première proposition semblera évidente au plus grand nombre:

Financer une **nouvelle politique de lutte contre la précarité énergétique**. En effet un plus grand nombre d'habitants seront dans l'impossibilité de payer le surcoût de leur nouvelle facture.

Ces 7 autres propositions seront défendues par certains acteurs

- augmenter le budget des mesures d'accompagnement et d'encadrement de la transition (Ademe)
- créer une filière de production nationale d'équipement d'énergie renouvelables, financer des programmes de recherche sur l'innovation économique et l'innovation technologique... (Ministère de l'industrie)
- financer des projets pour réduire les émissions de GES (ex : capter le carbone par reforestation), pour développer la biodiversité (ex : financer des parcs naturels) et pour nous adapter au réchauffement (ex : digues contre les crues..) (Mouvements écologiques)
- financer le fonds vert de solidarité international décidé à la COP 21 (ONG internationales Oxfam...)
- financer le démantèlement de l'industrie du nucléaire et la reconversion des salariés des centrales (si choix politique du gouvernement)
- développer des prêts bonifiés (taux zéro ou négatifs) pour les investissements dans l'isolation et les énergies renouvelables des particuliers et des entreprises (Banques).
- Les actionnaires des producteurs et distributeurs d'énergie voudront quant à eux récupérer une part de ces excédents pour augmenter les dividendes de leurs actions.

*(4) Les dépenses d'énergie liées au logement et au transport constituent 8,4 % de la consommation des ménages français, soit autant que les loisirs ou les vêtements. La consommation de 432 TWh à 0,12€ du kWh représente un montant de 50 milliard d'euro, avec le régime de prix proposés le montant passe à 155 Milliard. Le remboursement du coût de production des 120 TWh pour payer les 150 kWh mensuels à prix nul est de 15 Milliard. La recette supplémentaire est donc de 90 Milliard*

## DEUXIEME IDEE

Notre société et notre milieu naturel ont aujourd'hui besoin du **soin de bénévoles**. Il faut amplifier le bénévolat :

- accompagnement au **changement de nos modes d'habitat**,

- accompagnement à **l'auto-rénovation** et l'auto-installation de mini centrales à énergie renouvelable,

On peut y ajouter suivant les territoires: reforestation, soutien à la biodiversité, tri et recyclage, reconversion des modes de productions agricoles, des modes de transport,

Mais aussi pour d'autres contextes locaux de choix de transition autant sociale que écologique: soins aux enfants, aux personnes âgées, aux malades, aux handicapés, aux sans abris, aux mal logés, ...etc.

**20 kWh = 1 heure de bénévolat (quelques soient les compétences requises). Ces kWh permettent de payer la facture énergétique de logement. Le choix des logements, des projets retenus, des ayant droit à ces kWh est décidé par les citoyens.**



Le développement de cette monnaie-temps permettra au niveau local (communes ? quartiers ?) de choisir son mode de transition écologique et sociale adapté à son contexte local.

### Exemple d'un choix local

Commune de 5000 habitants. Accord de l'Etat de 500 000 kWh

20 projets retenus par la mairie :

Pour les bénéficiaires de RSA : jusqu'à 80% de la facture énergétique.

Pour les temps partiels : jusqu'à 40% de la facture énergétique.

### Effets induits possibles:

- Le développement de la **participation citoyenne** : pour agréer et arbitrer entre projets locaux soumis par des associations.
- Le développement de **l'activité associative**, et la création de **petites entreprises**

- Le développement de la **réduction du temps de travail (choisie par le salarié)** pour du bénévolat: diminution des « bull-shit jobs » et des maladies psychologiques au travail, augmentation des offres locales d'emploi.
- La hausse de **l'estime de soi des sans emploi**, des jeunes retraités et des jeunes.
- La **cohésion sociale locale** inter-générationnelle, inter-communautaire.
- Le développement des **circuits courts**.

Ces effets pourraient se mesurer avec l'indicateur de Bonheur National Brut

## L'ETUDE A CONDUIRE

Des ingénieurs de l'**Ademe** spécialiste en rénovation, et des statisticiens de l'**INSEE** pourraient préciser le cahier des charges d'une étude pour confirmer ou invalider les deux idées de Renov-éco. Voici 4 étapes :

1- Caractériser des **types de situations** selon 4 critères (revenu du foyer/ facture énergétique/ classe d'habitat (A à G) à rénover/ montant des travaux pour passer en classe B).

2- **Scénariser Renov'éco** en faisant varier les 4 paramètres (seuil empreinte écologique, prix bas et prix haut fixés, durée de fixation des prix par l'Etat).

- Calculer le montant excédentaire généré
- calculer le temps retour sur investissement des travaux des types de situations.

3- Mesurer l'impact sur la facture énergétique des types de situations . Proposer des **politiques correctives** des nouvelles situations de précarité énergétique générées par les différents scénarios.

4- Approfondir l'idée du **couplage avec la monnaie-temps**

## SOURCES

*La Fabrique de la Transition à Apt –équipe de ALTE, le Cler, l'Institut Negawatt, l'Institut Veblen. Mes premières réflexions sur le revenu inconditionnel et le travail au XX<sup>ième</sup> s viennent de A Gorz, sur la transition économique de P. Dabrowski (celle des années 80 des pays de l'Est), des monnaies locales B.Lietard, du partage du travail de P Larroutou. J'apprécie 'Laudato si' pape François, les travaux de Patrick Viveret et Dominique Meda.*